

[Affaire Jeffrey Epstein](#) [Guerre en Ukraine](#) [International](#) [Planète](#) [Politique](#) [Société](#) [Économie](#) [Idées](#)

DÉBATS CLIMAT

« Pourrons-nous seulement manger à notre faim lorsque Lyon aura le climat de Rome, en 2100 ? »

TRIBUNE

Mathias Rollot

architecte

Nathanaël Wallenhorst

professeur à l'Université catholique de l'Ouest

Dans une tribune au « Monde », l'architecte Mathias Rollot et l'universitaire Nathanaël Wallenhorst dénoncent la stratégie d'adaptation au réchauffement climatique adoptée par la France. Selon eux, elle fait fi des savoirs et de l'inquiétude profonde partagée par les communautés scientifiques qui travaillent sur ces sujets depuis des décennies.

Publié aujourd'hui à 06h30 | Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés

Le cadre réglementaire de la trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique a été institué par décret, publié au *Journal officiel*, dimanche 25 janvier. Autrement dit : à l'appui du code de l'environnement, l'adaptation au changement climatique est renforcée dans la réglementation française, et l'ensemble des planifications devra désormais la respecter. Fondé sur un « *scénario de référence* » établi sur les travaux du GIEC et de Météo-France, le décret mise sur un écart avec la moyenne des températures préindustrielles de + 3 °C en 2100 au niveau mondial, soit + 4 °C en moyenne dans l'Hexagone.

Alors que cette mesure semble aller dans le sens d'une prise en compte des enjeux environnementaux, elle omet en réalité la dimension systémique du réchauffement climatique et ses conséquences sociétales. Les communications de vulgarisation produites par le ministère de l'écologie sont révélatrices à cet égard.

Ici, le ministère suggère explicitement que le respect des accords de Paris [2015] ne nous ferait gagner que 0,4 °C à l'horizon 2100 sans mentionner ce que cela signifie concrètement pour la vie humaine en société. A titre d'exemple, la seule fragilisation de la santé produite par un réchauffement

supplémentaire de 0,5 °C équivaut à 153 millions de décès dans le monde. Ailleurs, de nombreuses incompréhensions des enjeux en cours apparaissent sur une carte synthétique annonçant qu'il faut s'attendre à ce qu'en 2100, Lille ait le climat de Bilbao, Paris celui de Montpellier, et Toulouse celui de Valence, en Espagne. Ce serait rassurant si ce n'était que cela. Mais la réalité est tout autre.

Multiplication des événements extrêmes

La stratégie d'adaptation et cette communication réductrice reposent sur le mythe d'une translation climatique : l'idée erronée selon laquelle les climats du Sud vont simplement se déplacer au nord au fil des décennies, sans identifier les conséquences annexes. Mais, compte tenu des impacts systémiques du réchauffement climatique sur la fertilité des sols, de la transformation du cycle de l'eau et de leur capacité d'absorption de l'humidité, pourrons-nous seulement manger à notre faim lorsque Lyon aura le climat de Rome, en 2100 ?

Lire aussi l'entretien (2024)| [Jean-David Zeitoun : « Le réchauffement climatique exacerbe les risques sur la santé humaine »](#)

La réduction ici opérée par le ministère ne fait pas qu'alimenter les confusions entre météo et climat, voire les discours climatonégationnistes. Elle occulte surtout ce que l'ensemble de la littérature scientifique ne cesse de pointer du doigt : le fait incontestable qu'une telle trajectoire de réchauffement embarquerait avec elle de multiples altérations biogéophysiques qui fragiliseraient un à un tous les socles sur lesquels reposent nos sociétés.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

C'est-à-dire concrètement qu'elle passe sous silence, au minimum : la multiplication des événements extrêmes (inondations, tempêtes, sécheresses, mégafeux, canicules, etc.) ; la montée des eaux (les altérations territoriales et les déplacements de la population française qui vont avec) ; l'altération de la santé sous l'effet du réchauffement climatique (cancers, maladies cardio-vasculaires, perturbations endocriniennes, nouvelles zoonoses, élargissement du périmètre de maladies, maladies psychiatriques, suicides...) ; l'altération du cycle de l'eau (notamment l'eau qui s'est évaporée de sols desséchés impropres à la production agricole, et qui retombe sous la forme de pluies diluviennes qui créent des inondations sur des sols imperméables et ne chargent plus les nappes phréatiques) ; l'effondrement des populations animales et végétales venant fragiliser la sécurité alimentaire mondiale, etc.

Dans ce contexte, dire que « *Marseille aura le climat de Séville* », c'est rendre incompréhensible les savoirs et l'inquiétude profonde partagée par les communautés scientifiques qui travaillent sur ces sujets depuis des décennies. Affirmant cela, le ministère ne fait d'ailleurs pas que minimiser la catastrophe environnementale en cours : il éclaire assez mal l'importance de sa propre politique d'adaptation. Pourquoi en effet faudrait-il s'adapter s'il ne s'agissait que de cela ?

Socles scientifiques tronqués

En se fixant uniquement sur l'adaptation, le gouvernement ignore le couple de notions structurant de l'ensemble des travaux du GIEC depuis [sa création] en 1988 : celui de l'adaptation et de l'atténuation. Il fait fi de la priorité qui a toujours été donnée à l'atténuation, et de la question cruciale posée par les communautés scientifiques : est-il seulement possible pour nos sociétés de s'adapter à un climat de + 3 °C ? En effet, cet état de réchauffement a pour caractéristique de ne pas être un état

stable (comme celui que nous connaissons depuis douze mille ans), mais un moment dans un processus de réchauffement bien plus long et complexe.

Newsletter

« La revue du Monde »

Chaque week-end, la rédaction sélectionne les articles de la semaine qu'il ne fallait pas manquer

S'inscrire

Passant outre ces échelles de temps, le discours gouvernemental s'arrête en 2100 comme si la trajectoire de réchauffement se stabilisait dans soixante-quatorze ans. Or, sans politique d'atténuation, les températures continueront à augmenter, alimentées par des boucles de rétroactions et des emballements biogéophysiques qui nous entraînent vers un monde dont on ne sait jusqu'où il sera encore habitable.

Lire aussi le reportage (2025) | [Au Svalbard, l'endroit qui se réchauffe le plus vite au monde : « C'est comme un scénario catastrophe »](#)

En affichant sa collaboration avec des organes scientifiques (GIEC, Cerema, Météo-France, etc.), la stratégie de communication gouvernementale revêt des habits scientifiques. Mais les socles scientifiques sont tronqués. L'approche, partielle, fait abstraction des effets du réchauffement sur la possibilité même de vivre ensemble. Le cap d'adaptation donné par la stratégie gouvernementale ne permet ni de comprendre ce qui se joue, ni de pérenniser la vie en société sur le territoire national. En occultant les incidences sociétales de notre trajectoire de réchauffement, la stratégie gouvernementale actuelle favorise l'inculture et l'incompréhension populaire. L'effondrement des conditions de possibilité de la vie humaine en société entrave les possibilités d'adaptation. L'atténuation n'est pas que nécessaire, elle est vitale.

 **Mathias Rollot** est maître de conférences à l'Ecole nationale supérieure d'architecture (ENSA) de Grenoble et chercheur au Cresson (CNRS). Il est l'auteur des « Territoires du vivant. Un manifeste biorégionaliste » (Wildproject, 2023) ; **Nathanaël Wallenhorst** est professeur à l'Université catholique de l'Ouest, membre de l'Anthropocene Working Group (AWG) et auteur de « 2049. Ce que le climat va faire à l'Europe » (Seuil, 2025)

Mathias Rollot (architecte) et **Nathanaël Wallenhorst** (professeur à l'Université catholique de l'Ouest)

Le Monde Ateliers

Découvrir

L'Heure du Monde

Assistez à un enregistrement en public à l'occasion des 5 ans du podcast